

LE MENSUEL DE L'ÉCONOMIE

# L'Expansion

www.lexpansion.com

N° 758 - DÉCEMBRE 2010 - 4,50 €

**JACQUES ATTALI,**  
économiste, pointe  
la déformation  
du partage  
des richesses.

L'EXPANSION OUVRE  
UN DÉBAT TABOU

## POURQUOI IL FAUT AUGMENTER LES SALAIRES

Les experts  
dénoncent  
un déséquilibre  
salaires-profits  
historique  
qui pénalise  
la croissance



EXPRESS ROULARTA

M 01629 - 758 - F: 4,50 €

LUXEMBOURG 4,80 €, BELGIQUE 4,80 €, ALLEMAGNE 6,70 €, ITALIE 5,60 €, GRÈCE 5,60 €, PORTUGAL 5,60 €, SUISSE 9 FS, MAROC 56 MAD,  
TUNISIE 6,10 TND, DOM 6,10 €, CANADA 8,50 \$ CAN, TOM 1200 CFP



INTERVIEW EXCLUSIVE

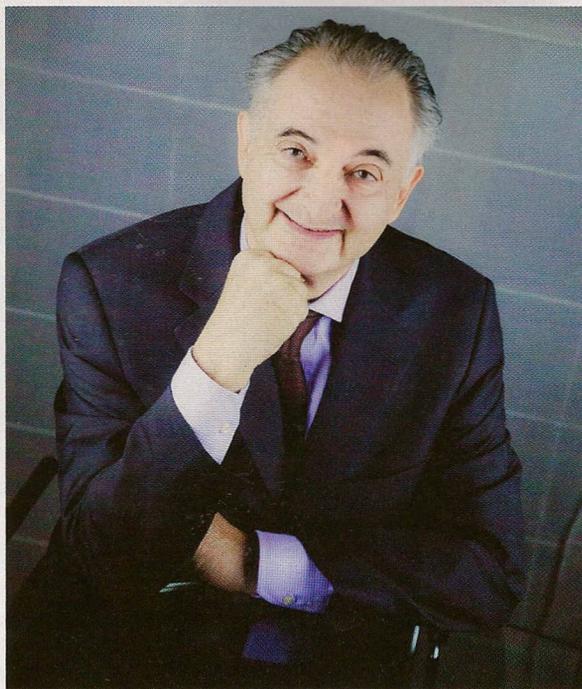
# « Toute augmentation de salaire est un facteur de productivité »

**L'EXPANSION : Y a-t-il aujourd'hui un problème de répartition de la valeur ajoutée ?**

\* **Jacques Attali** : Manifestement, oui. Depuis trente ans, le partage des richesses dans la plupart des pays développés s'est déformé au bénéfice des actionnaires. En France, cette déformation prive grosso modo les salariés de 90 à 100 milliards d'euros de revenus par an. Et, plus destructeur, on a assisté à l'accroissement de l'écart dans la répartition du revenu. Au cours de la dernière décennie, 80 % des augmentations de salaires ont été captés par le 1 % des salariés les plus riches. Finalement, l'économie de marché ne veut pas ou ne peut pas augmenter les salaires et compte sur les patrimoines et la dette pour compenser cette rigueur salariale. Remplacer le salaire par la plus-value en capital réelle ou virtuelle vise à maintenir une société de la rente.

**Pourquoi l'idée d'augmenter les salaires apparaît-elle comme un sujet tabou ?**

\* On veut faire croire que la mondialisation condamne les salariés des pays riches à la baisse de leur rémunération. Faux. La concurrence ne se fait pas, pour l'essentiel, par les salaires, mais par le « climat des affaires » (sécurité juridique, niveau d'éducation...). D'ailleurs, les pays à hauts salaires restent les premiers acteurs du capitalisme. Si toute la richesse allait aux employés les moins payés de la planète, il suffirait de quelques années de glo-



**JACQUES ATTALI.** Pour le président de la Commission pour la libération de la croissance française, il est faux de dire que la mondialisation condamne les salariés des pays riches à la rigueur.

balisation à la Birmanie ou à Haïti pour vivre dans l'opulence. Dans le monde actuel, capital et travail ne luttent pas à armes égales. Le capitalisme est mondial, le syndicalisme, comme la démocratie, est resté local. Les travailleurs et leurs représentants ne doivent pas oublier les préconisations de Marx, partisan d'une lutte à l'échelle mondiale.

**Faut-il alors augmenter les salaires ?**

\* Oui, pour éviter un enchaînement vicieux (baisse de la productivité, de la demande interne, du niveau de vie, de la natalité et donc du potentiel de croissance). On emploie aujourd'hui tous les

moyens pour accroître la demande sauf l'augmentation des salaires. En Allemagne, en particulier, la stagnation des revenus décourage les jeunes de poursuivre des études et les couples de faire des enfants. On pousse ainsi au suicide une société qui écrase sa classe moyenne entre les riches, bénéficiaires de toutes les rentes, et les très pauvres, protégés à peu près par les minima sociaux.

**Comment peut-on s'y prendre ?**

\* Toute augmentation du prix du travail est un facteur de productivité. Mieux payés, les salariés doivent être plus efficaces et mieux organisés. Dans le secteur public, sous la contrainte des déficits budgétaires, un coup de pouce suppose de réaliser en même temps des réformes de structure. Davantage que le salaire horaire, c'est la quantité de travail qu'il faut augmenter en permettant aux actifs de travailler plus. La fiscalité permettrait de compenser ces coûts.

D'abord, la TVA sociale, qui consiste à échanger des baisses de charges contre une taxe supplémentaire sur la consommation, serait un moyen d'augmenter le pouvoir d'achat des bas salaires. Ensuite, l'impôt sur le revenu devrait être modifié en échange d'une forte augmentation de la fiscalité sur le capital dans une logique de redistribution. Reste enfin la structure du capital des entreprises. On observe partout dans le monde le succès du statut de coopérative, lequel évite la question du partage de la valeur ajoutée : une grande partie des profits revient aux salariés et le reste est réinvesti.

**Pensez-vous réellement transformer les géants du CAC en coopératives ?**

\* Pourquoi pas, c'est encore le cas de certaines des plus grandes entreprises françaises aujourd'hui...

© PROPOS RECUEILLIS PAR  
FRANCK DEDIEU ET BÉATRICE MATHIEU